



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 24 - vendredi 19 mars 2010

Dans ce numéro :

- **Baffe pour Sarkozy, désaveu des partis institutionnels, retour de la gauche libérale... Construire une perspective politique pour les luttes**
- **Le tournant grec**

Baffe pour Sarkozy, désaveu des partis institutionnels, retour de la gauche libérale...

Construire une perspective politique pour les luttes

La gifle annoncée pour la droite a bien eu lieu lors de ce 1^{er} tour des élections régionales. Avec 26 % des voix elle fait le score le plus faible de la V^{ème} république alors que plus d'un électeur sur deux s'est abstenu. Sarkozy et Fillon peuvent répéter qu'il n'y a « *pas de vote sanction au vu de l'abstention* »... Mais il est clair que l'immense majorité de la population a rejeté la politique de la droite qui défend les intérêts des plus riches en subventionnant la finance à fonds perdus tout en s'en prenant aux services publics, aux retraites, aux chômeurs, etc. Le populisme de Sarkozy, destiné à masquer la réalité de sa politique, se retourne aujourd'hui contre la droite.

Pour éviter cet échec, le gouvernement a tenté la même politique qu'aux présidentielles, cherchant à récupérer les voix et l'espace de l'extrême droite avec le débat sur « *l'identité nationale* ». Mais sa politique, destinée à flatter les préjugés les plus réactionnaires, s'est retournée contre elle. En ce sens, la remontée du FN est à la fois le fruit de la crise et des idées chauvines et racistes dont la droite a voulu faire son terreau, vote sanction aussi d'une partie de l'électorat de droite contre Sarkozy. Conséquence de cette pression, le gouvernement multiplie les appels aux électeurs du FN à voter utile contre le PS au 2nd tour et surenchérit dans le sécuritaire.

L'affaiblissement de Sarkozy ouvre la porte aux ambitions rivales qui se sont vite fait entendre. Rachida Dati y est allé de son couplet contre la politique « *d'ouverture* ». Boutin réclame un retour aux « *valeurs de la droite décomplexée* », comme lors de la campagne des présidentielles avec « *la liquidation de Mai 68* ». De Charette dénonce « *le retour de la machine à perdre* » et appelle les centristes à se rassembler hors de l'UMP. Juppé en profite même pour se placer en déclarant qu'une « *réflexion s'impose désormais sur le rythme des réformes, la méthode selon laquelle elles sont lancées et préparées, la concertation qui les accompagne, la façon dont elles peuvent être mieux comprises et acceptées par une opinion que la crise déboussole* »... Lui qui, « *droit dans ses bottes* », avait dû céder lors des grèves de 1995 !

Et c'est bien cela leur pire crainte, celle des luttes sociales et de la révolte contre le système qu'ils servent. Du coup, Sarkozy pose à celui que rien ne fera changer : « *élections régionales, conséquences régionales* »... si ce n'est en promettant une « *pause* » juste avant les prochaines présidentielles ! Dans le même registre, Lagarde affirme : « *Je ne vais pas me laisser ébranler par le taux d'abstention ou tel ou tel qui crie victoire. Cela me laisse indifférent* ». Mais les déclarations n'y changent rien, la droite est affaiblie au moment où elle prévoit de lancer l'offensive contre les retraites, dans la droite ligne de la politique des gouvernements de droite et de gauche en Europe.

Tractations autour du PS... pour préparer 2012

Du côté du PS, dès l'annonce des résultats, Aubry a appelé au « *rassemblement de la gauche* » pour constituer ses majorités

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

dans les exécutifs des régions. Immédiatement, les tractations ont démarré avec Europe Ecologie et le Front de Gauche, sans grand débat politique si ce n'est l'âpre négociation des positions sur les listes...

Europe Ecologie attendait jusque-là de voir les rapports de force pour négocier sa position, à l'image de Cohn-Bendit qui déclarait à un meeting aux côtés de l'ex-ministre de Balladur Corinne Lepage : « *J'entends dire mes camarades Verts qu'ils ont des valeurs de gauche. Mais qu'est-ce que c'est la gauche ? Le communisme ? Le stalinisme ? Le colonialisme de Jules Ferry ? Nous rassemblons sur un projet écolo* ». Mais dès l'annonce des résultats, Duflot répondait présent à l'appel d'Aubry en annonçant la couleur contre toute « *tentation hégémonique* » du PS.

C'est le grand ralliement. Ceux qui faisaient mine de critiquer le Parti socialiste et sa politique social-libérale oublient leurs critiques d'hier. Pour Mélenchon, « *La route de l'alliance pourrie de la gauche avec le centre, nous l'avons coupée victorieusement* »... Il n'y aurait donc plus de problème avec la politique du PS ? Comme si l'effondrement électoral de Bayrou avait changé en quoi que ce soit le bilan de la politique social-libérale menée par le PS depuis des années.

Dans les déclarations, « *l'unité* » vient justifier les ralliements à l'image de Mélenchon qui déclare : « *La gauche unie a été préférée à la gauche solitaire* »... pour répondre au NPA.

Du côté du PC, l'heure est aux gros titres de l'Huma pour vanter les accords passés pour gérer les régions avec le PS : « *la gauche fait bloc pour amplifier la victoire* » ! Mais Buffet s'inquiète des prétentions d'Europe Ecologie en réclamant « *que chaque partenaire ait sa juste place* »...

Le fond de cette agitation, c'est la lutte pour les places et... la préparation de 2012. Comme le dit Bartolone : « *Durant ces deux jours de négociations, je n'ai jamais autant entendu nos partenaires évoquer aussi ouvertement 2012 et la nécessité de se rassembler, de montrer qu'entre nous, cela allait bien* ».

Cette « *gauche diverse* » se prépare pour 2012, avec l'objectif d'aller gérer les intérêts des classes dominantes et avec de nouveaux rapports de force. Comme le commente un historien du PS : « *La gauche plurielle, c'était un axe PS-PCF ouvert aux écologistes ; nous venons de passer à un axe PS-écologistes ouvert au Front de gauche* ». Pas plus à gauche, mais plus libérale, loin des préoccupations du monde du travail vis-à-vis duquel cette gauche n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit. Tout au plus de l'indignation et de la compassion ! Et si, bien évidemment, nous souhaitons la défaite de Sarkozy et de ses amis, nous savons que nous n'avons rien à attendre de cette gauche libérale, la gauche du oui au TCE et du traité de Lisbonne.

L'abstention, le désaveu des partis institutionnels

Toute cette agitation a lieu alors qu'un des faits marquants de ces élections est le record d'abstention de 53,6 % : 16 points de plus qu'en 2004. Et, il semble d'ores et déjà certain qu'elle sera amplifiée au second tour... Particulièrement forte dans les quartiers populaires et parmi la jeunesse, celle-ci est le reflet même du profond décalage entre les préoccupations du monde du travail et cette campagne centrée sur quelques « affaires » qui n'a jamais abordé la question des réponses à la crise. Et pour cause, sur ce terrain, les politiques menées par le gouvernement de droite ou par les régions de gauche sont sinon identiques du moins complémentaires, en particulier quand il s'agit de subventionner à fonds perdus le patronat.

L'abstention exprime ce désaveu des partis institutionnels, responsables dans les institutions qu'ils dirigent, devant les classes dominantes et les patrons.

En s'exprimant de cette façon, même si la droite sort défaite du 1^{er} tour et très certainement du 2nd, le monde du travail n'a pas su ou pu prendre l'offensive sur le terrain politique, pour affirmer ses exigences, son programme. Les forces anticapitalistes en portent une part de responsabilité alors que ces élections offraient pour elles la possibilité de porter ces exigences, de défendre les intérêts politiques des travailleurs pour préparer les luttes, tracer une perspective alors que les directions syndicales restent engluées dans la politique du *dialogue social* avec Sarkozy.

Tirer les leçons de la campagne pour reprendre l'offensive

C'est bien cette politique que nous voulions porter dans les élections. Lors du CPN de septembre, la résolution sur les régionales précisait ces objectifs : « *Ceci implique de travailler au regroupement de ceux qui ne se soumettent pas au capitalisme, défendre un programme d'urgence afin de faire payer leurs crises aux classes dirigeantes dans la perspective d'une confrontation générale avec le patronat et le pouvoir* ».

C'est dans le cadre de cette orientation que nous avons formulé notre politique unitaire. Il ne s'agissait pas de construire l'unité sur le terrain des antilibéraux, dont la politique consiste à vouloir modifier les rapports de force au sein de la gauche pour ensuite gérer ensemble dans le cadre des institutions. Il s'agissait au contraire de proposer à toutes les forces antilibérales et anticapitalistes de se regrouper pour faire valoir les exigences du monde du travail dans la perspective de la convergence des luttes. L'indépendance vis-à-vis des institutions régionales et des exécutifs tenus par le PS découlait du programme même que nous voulions porter : un programme pour les luttes du monde du travail, qui affirme sur le terrain politique la légitimité de la lutte pour l'interdiction des licenciements, pour les augmentations de salaires, pour la défense des services publics, les retraites, etc.

Mais nous n'avons pas su mener cette politique avec suffisamment de force et de clarté. Alors que nous avons pris l'initiative sur la question unitaire, nous n'avons pas pu faire la démonstration politique des raisons de la rupture : à savoir que le PC et le PG tournaient le dos à leur propre programme pour se préparer à négocier des places dans les exécutifs. Ce qui vient de se dérouler cette semaine. Nous avons par trop subi la pression de l'unité pour l'unité sans avoir la force d'imposer la discussion sur le programme et les orientations.

Du coup, la campagne du NPA n'a pas eu la cohérence nécessaire pour mobiliser autour d'elle, attirer en particulier les nombreux salariés, jeunes, qui ont manifesté leur colère par l'abstention. Ainsi, pour illustrer, entre la liste d'Ile de France et celles du Limousin ou du Languedoc Roussillon, il y a deux politiques, deux orientations : une pour se servir des élections et des institutions pour « *donner l'écho le plus large possible aux mobilisations et aider à leur convergence* » ; l'autre ambiguë vis-à-vis de ces institutions bourgeoises, de fait compatible avec la politique du PC de recherche d'alliance avec le PS.

La question de la candidate voilée nous a également affaiblis, et pour une part discrédités. Elle a donné du NPA l'image d'un parti qui se désavouait lui-même bafouant ses propres engagements féministes. Le parti s'est laissé mettre devant le fait accompli d'une politique contraire à nos objectifs, celle d'un parti qui lutte contre les discriminations et toutes les oppressions, en particulier celle des femmes. Notre combat est celui de l'émancipation, pour que la classe des opprimés prenne en main son propre destin et celui de la société.

Sinon au lieu d'agir pour transformer les consciences, on s'adapte voire on capitule. On peut s'adapter aux illusions antilibérales mais aussi aux préjugés religieux, on abdique alors de mener notre politique démocratique, révolutionnaire, socialiste. On subit la pression du recul politique du mouvement ouvrier au moment même où nos idées pourraient s'enraciner dans les entreprises et les quartiers, parmi la jeunesse.

Face à la gauche libérale, affirmer une politique et un programme anticapitalistes

La situation qui s'ouvre est marquée avant tout par l'approfondissement de la crise et c'est dans ce contexte que la gauche est en route vers le pouvoir.

La dette publique de la France a explosé avec les 360 milliards mis à la disposition des banquiers et les subventions à fonds perdus pour le patronat. Elle atteint aujourd'hui un niveau record de près de 84 % du PIB d'après les chiffres du budget. La situation n'est pas si éloignée de la Grèce, où la dette représente 113 % du PIB et qui subit aujourd'hui une spéculation effrénée. Sans s'attaquer directement à ces marchés financiers, la logique de la dette des Etats et de la spéculation qu'elle engendre est partout la même, celle de faire payer le parasitisme de la finance par des politiques d'austérité contre la population.

La « gauche solidaire » qui se constitue aujourd'hui, risque de ressembler à celle de Papandréou, de Zapatero, qui mènent une politique d'austérité pour faire payer la spéculation sur les fonds publics à la population. Il n'y a pas d'autre voie possible si l'on se plie à l'économie de marché. Il est significatif qu'un des possibles présidentiables du PS soit justement DSK, le patron du FMI !

Face à la crise, il nous faut affirmer un plan d'urgence, un réel programme pour les luttes sociales et politiques.

Face aux dégâts de la crise, il nous faut affirmer notre politique tout en continuant notre politique unitaire pour unir le monde du travail sur le terrain politique, social, etc. Mais cela signifie dégager les leçons de nos faiblesses durant cette campagne qui s'achève pour nous donner les moyens de disputer l'influence politique à la gauche libérale. Nous n'avons pas à craindre l'unité, bien au contraire, mais il faut en définir le contenu et les perspectives.

La situation sociale et politique pose aujourd'hui la question du gouvernement, du pouvoir. Nous disons clairement que nous ne craignons pas de mettre les mains dans le cambouis pour imposer l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, l'augmentation des salaires, le contrôle sur les prix, et surtout le contrôle de la finance et de l'administration. C'est là le seul programme s'appuyant sur les mobilisations des travailleurs et sur leurs organisations qui puissent apporter de réelles réponses à la crise provoquée par la politique des classes dominantes.

La lutte indispensable pour ne pas payer la crise des capitalistes pose, face à la perspective d'un retour de la gauche aux affaires, la nécessité de formuler une autre politique s'appuyant sur les travailleurs, leurs mobilisations, leurs organisations pour contrôler la finance comme l'administration. Une telle politique implique une rupture au niveau de l'Etat, la lutte pour un gouvernement qui ose s'en prendre aux intérêts des capitalistes qui spéculent avec l'intérêt public pour les empêcher de nuire.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

Le tournant grec

Une nouvelle grève générale a paralysé la Grèce jeudi 11 mars, et toute notre solidarité va aux dizaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans les rues de plusieurs villes crier leur refus du nouveau plan d'austérité annoncé par le premier ministre, Papandréou, pour "rassurer les marchés" et répondre aux exigences des gouvernants de l'Union européenne.

Invoquant la nécessité d'économiser 4,8 milliards d'euros et de ramener le déficit public de 12 % à 8 % du PIB, ce plan est une attaque d'une ampleur sans précédent que le gouvernement socialiste grec, élu il y a quelques mois sur la promesse qu'il ferait payer la crise à ses véritables responsables, aux plus riches, porte aujourd'hui contre les travailleurs et la population.

Parmi les mesures les plus iniques, l'augmentation de la TVA de 19 à 21% est sensée dégager un supplément fiscal de 1,4 milliards d'euros, au prix d'une augmentation des denrées les plus indispensables. A cela s'ajoutent une réduction de 10 % du salaire des fonctionnaires, une augmentation de la taxe sur le carburant, du prix des cigarettes et de l'alcool, un gel des retraites, une réduction des primes de vacances versées aux fonctionnaires...

Quand l'Union européenne "soutient" Papandréou... contre la population grecque

Merkel et Sarkozy ont félicité Papandréou et l'ont assuré de tout leur soutien. Les institutions européennes ont fait de même : *"Grâce à un plan très ambitieux et des mesures de consolidation fiscale, la Grèce est maintenant sur les rails pour atteindre l'objectif de 4 % de déficit en moins"* ... (Olli Rehn, Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires).

Depuis le début de la crise grecque, les dirigeants de l'Union européenne, en lui refusant toute aide financière ont fait pression sur Papandréou pour que ce soit la population grecque qui paye la facture.

Cette pression semble s'être un peu relâchée ce début de semaine. Lors d'une réunion de l'Eurogroupe (réunion des ministres des finances de la zone euro), la mise en place d'un "plan" pour aider financièrement la Grèce a été discutée. Pas question, bien entendu, de s'en prendre aux racines du mal, autrement dit à la dette elle-même et aux mécanismes spéculatifs qui s'en nourrissent. Tout ce qui est sorti de l'Eurogroupe, c'est l'éventualité, si la Grèce le demande, de prêts bilatéraux : tel ou tel Etat pourrait emprunter pour lui prêter de l'argent...

Cela peut réduire certes quelque peu les taux d'intérêts que la Grèce est obligée de payer pour sa dette. Mais cela ne change rien sur le fond. Elle reste enfermée dans la spirale sans fin de la dette : emprunter toujours plus pour pouvoir faire face aux échéances. Et continuer à faire payer aux travailleurs et à la population une facture de plus en plus lourde...

L'abandon des finances publiques aux banques

La propagande d'Etat des pays les plus riches d'Europe tente de faire passer la crise grecque pour la conséquence d'une politique "laxiste", de façon parfois nauséabonde. Tel ce mot d'un député libéral allemand, justifiant les réticences de l'Etat allemand à accorder une aide financière à la Grèce : *"on n'aide pas un alcoolique en lui donnant encore une nouvelle bouteille d'eau de vie"* ...

Mais ces propos méprisants et xénophobes ne peuvent masquer la réalité : la situation désastreuse des finances publiques grecques trouve ses origines, comme celle des autres pays européens, dans la politique menée depuis des décennies par les gouvernements pour transférer, à travers les caisses de l'Etat, toujours plus d'argent des poches des travailleurs et de la population dans les coffres des financiers.

Ce phénomène s'est accéléré avec la crise, par les milliards dépensés par les Etats pour "secourir" le système financier. Et alors que les banques se sont refaites une santé sur les fonds publics, elles jouent maintenant une partie de cet argent en spéculant sur la dette des Etats les plus fragiles, leur imposant, pour se procurer les sommes dont ils ont besoin, des taux d'intérêts d'autant plus exorbitants. C'est ainsi que la Grèce doit payer des intérêts à 6 % là où les marchés n'en exigent que 3 % de l'Allemagne.

Le résultat est que la Grèce, prise dans un cercle vicieux, se trouve condamnée à lancer un nouvel emprunt de 53 milliards d'euros en 2010, dont 20 milliards serviront dès avril et mai, à assurer le refinancement de sa dette.

Si l'on en croit les dirigeants de l'Union européenne, le *"plan très ambitieux"* de Papandréou devrait suffire à restaurer un certain niveau de confiance des spéculateurs, et du même coup, réduire l'importance de leurs attaques. Mais rien n'est moins sûr, comme l'avoue implicitement Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, à la sortie de la réunion de lundi : *"Si nous devons avoir l'impression que les marchés ne réagissent pas de façon adéquate (aux mesures d'austérité grecques), nous agirions. Mais nous pensons que cela ne sera pas nécessaire"* ...

Comme si le fait de fournir des "garanties de paiement", que cela vienne de la politique d'austérité que Papandréou veut imposer à la population ou de la promesse d'un "plan" de l'Eurogroupe n'était pas, tout au contraire, un encouragement

donné aux spéculateurs, une garantie, par les Etats les plus riches d'Europe, qu'ils peuvent impunément continuer à prélever leur dîme, sans craindre de tout perdre dans la faillite de leurs débiteurs !

Une manne pour les spéculateurs, avec la bénédiction des Etats

Et de fait, il n'est pas question, pour les gouvernements, de remettre en cause les intérêts de ceux qui se cachent derrière les "marchés obligataires", ni de freiner un tant soit peu leurs appétits. Pourtant, les spéculateurs qui vampirisent la Grèce sont bien connus : si la banque américaine Goldman Sachs est en tête de peloton, une bonne part des 227 milliards d'euros de la dette grecque est détenue par les banques françaises et allemandes, dont la Dresdner Bank et le Crédit Agricole qui se partagent à eux deux 30 % du total...

La dette de la Grèce, avec ses 227 milliards d'euros, n'est que la partie émergée de l'iceberg. La dette de la France dépasse 1 500 milliards d'euros. Les sept pays du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Canada et Italie) cumulent 22 000 milliards d'euros de dettes, dont 12 000 milliards pour les seuls Etats-Unis. Et si la dette grecque est de l'ordre de 120 % du PIB, les pays du G20, pour lesquels ce rapport dépassera cette année, en moyenne, 100 %, ne sont guère mieux lotis...

La dette publique constitue, pour le capitalisme financier, un moyen garanti de s'assurer des profits réguliers, aux frais de l'Etat. A charge, pour ce dernier, de se procurer les ressources nécessaires à faire face aux échéances par les "économies sur l'Etat", la casse des services publics, et les impôts et taxes de toute sorte qui frappent les populations laborieuses, tandis que les plus riches disposent d'une multitude de combines pour s'en protéger. En France, en 2008, alors que la dette était de l'ordre de 1350 milliards, 54,6 milliards d'euros ont été payés en intérêts. Une somme équivalente aux sommes perçues par l'Etat au titre de l'impôt sur le revenu, qui est passée, par la magie de la dette publique, de la poche des contribuables dans celle des créanciers des administrations publiques ! Et cette dette ne cesse d'augmenter par le simple jeu des intérêts.

A cette extorsion directe d'une part toujours plus grande des richesses des pays, s'ajoute la spéculation sur ce que l'on appelle des "produits dérivés", dont les CDS (crédits défaut swaps), sorte d'assurance contre les risques de non paiement des dettes. Les financiers qui spéculent sur la dette des Etats s'assurent contre les risques de faillite ; les CDS qui en résultent font à leur tour l'objet d'une spéculation effrénée, l'occasion de faire très vite "de l'argent" pour peu qu'on les achète à bas prix et qu'on puisse les revendre plus cher, au gré des rumeurs sur la santé des finances publiques... Derrière ces CDS, on trouve les *hedge funds*, fonds d'investissements à risque spécialisés dans la spéculation sur les "titres douteux"... Et derrière ces fonds spéculatifs, à nouveau, les grandes banques, dont, en bonne place, Goldman Sachs...

Tout le mécano spéculatif qui avait préparé l'effondrement financier consécutif à la crise des *subprimes* en 2007 est à l'oeuvre aujourd'hui, cette fois sur la dette des Etats, et prépare une nouvelle bulle qui fait craindre un nouvel effondrement financier, une " *troisième crise, la vraie* ", comme l'écrit *les Echos*.

Un tournant dans la crise...

On peut le mesurer, la Grèce, avec un déficit somme toute réduit relativement à celui des pays les plus riches, est loin d'être, comme l'en accusent les dirigeants de l'Union européenne, la menace centrale de l'équilibre de l'Europe et de la santé de l'euro.

La crise grecque est un symptôme, une première alerte. Elle marque un tournant dans la crise globalisée. La politique menée par la bourgeoisie et ses Etats pour "sauver" les banques de la crise de la "dette privée" qui a éclaté en 2007, débouche maintenant sur une crise de la "dette publique" qui, après la Grèce et les pays les plus fragiles, menace l'Europe dans son ensemble, et risque de s'étendre à d'autres pays de la planète.

Ce tournant dans la crise est aussi le signal d'une nouvelle offensive contre les travailleurs et les peuples. La politique défendue face à la crise grecque par les dirigeants européens, Merkel et Sarkozy en tête, en est une indication claire. L'Europe des pays riches, qui a distribué des milliers de milliards aux banques, aurait pu, sans aggraver outre mesure sa situation financière, mettre un terme aux attaques spéculatives contre la Grèce, mais aussi contre l'euro, en prenant à sa charge une partie de la dette grecque. Elle a choisi d'exiger de Papandréou qu'il tire ses ressources d'une nouvelle offensive contre les travailleurs et la population de son propre pays.

Les bourgeoisies européennes, confrontées à un nouveau développement de leur crise, ont décidé de mener une nouvelle offensive contre la classe ouvrière. Le premier épisode de cette offensive se joue en Grèce, mais elle se prépare partout en Europe. Des plans d'austérité similaires à ceux de Papandréou ont été annoncés en Espagne, au Portugal... En France, cette offensive prend la forme d'une nouvelle attaque contre les retraites...

C'est l'accentuation d'une politique pratiquée depuis des années, dans tous les pays. Une politique qui, en réduisant le pouvoir d'achat global de la population, a conduit à la récession chronique et à la crise. Et qui va forcément, en Grèce, en Espagne, au Portugal, comme dans tous les autres pays, peser d'autant sur les perspectives de reprise économique.

Face aux difficultés qui s'accumulent, il est clair que l'Union européenne n'apporte aucune réponse du point de vue des

peuples. Elle essaie d'être une issue pour la bourgeoisie, mais c'est une issue qui génère une crise permanente, accentuée par la crise des Etats.

Ce début de semaine, la ministre du budget, Lagarde, demandait au gouvernement allemand d'utiliser les ressources dont il dispose, du fait d'une balance commerciale excédentaire, pour réorienter sa politique économique, afin de favoriser la "demande intérieure", et donner ainsi un débouché commercial aux produits des autres pays européens... Merkel y a répondu de façon musclée et arrogante : "*nous n'allons pas abandonner nos atouts au prétexte que nos produits sont peut-être plus demandés que ceux d'autres pays*". Invitant avec arrogance les autres pays à "*s'aligner sur les Etats membres les plus rapides et les meilleurs, pas sur les plus faibles*", elle n'hésitait pas à souhaiter "*une disposition dans le traité [UE] qui permette, en dernier recours, d'exclure un pays de la zone euro si les conditions ne sont pas remplies de façon répétée sur le long terme*"...

... qui exacerbe les contradictions

Ainsi, la crise grecque met en évidence la fragilité de l'Europe des capitalistes. L'Euro, monnaie sans Etat central, n'a aucun moyen institutionnel de lutter contre les attaques spéculatives qui le frappent tout comme elles frappent les "maillons faibles" de l'économie européenne. La concurrence, les divergences d'intérêt entre les bourgeoisies nationales s'opposent aux convergences politiques nécessaires à la mise en oeuvre de solutions communes face à la crise. Les différentes bourgeoisies européennes sont prises dans un dilemme, ou payer collectivement pour assurer la cohésion de l'Europe, en compensant, au moins partiellement, l'hétérogénéité économique des pays qui la composent, ou payer la facture, certainement bien plus lourde, d'une dislocation de l'Europe, du retour de la monnaie unique aux monnaies nationales... A moins que les interventions de Merkel, répondant à Lagarde et menaçant la Grèce, ne soient l'expression d'une troisième voie, celle d'une cohésion contrainte et forcée de l'Europe sous la houlette de l'Allemagne, présentée comme la seule force capable d'éviter, ou du moins de limiter l'éclatement.

Quoiqu'il en soit, les gouvernements des pays les plus riches, en particulier allemands et français, doivent en permanence concilier la préservation des intérêts immédiats de leur propre bourgeoisie et les perspectives du maintien de la cohésion de l'Europe et de sa monnaie. C'est une condition nécessaire, à défaut d'être suffisante, pour faire un minimum face à la concurrence des Etats-Unis et de la Chine.

Mais s'ils ont du mal à y parvenir, il y a au moins un point sur lequel ils s'entendent comme larrons en foire : celui de nous faire payer la crise en lançant une nouvelle offensive, dans toute l'Europe, contre les populations.

... et à laquelle seuls les travailleurs et les peuples sont en mesure de répondre

A cette offensive, il faut opposer une autre politique, celle de la défense des intérêts des travailleurs et des classes populaires. Les travailleurs Grecs, en descendant dans la rue pour dire leur refus des attaques dont ils sont l'objet, montrent la seule réponse possible.

Ce combat pour la satisfaction de leurs exigences les plus légitimes débouche sur la question du pouvoir. En élisant massivement, il y a quelques mois, le PASOK de Papandréou, une partie de la population grecque pensait amener au pouvoir un parti qui pourrait constituer un rempart contre les effets de la crise. Ce "rempart" révèle maintenant sa véritable nature, en agissant avec une brutalité sans précédent, au service des financiers, contre la population. Il est clair aujourd'hui que seules, les luttes des travailleurs, leur organisation, peuvent non seulement mettre un coup d'arrêt aux attaques, mais aussi imposer des mesures qui s'en prennent réellement à la racine du mal, en nationalisant les banques, et en annulant la dette publique, c'est-à-dire en refusant de verser les intérêts de la dette à ceux qui spéculent sur les fonds publics, sur les besoins les plus élémentaires de la population.

A travers ces luttes, à travers l'organisation démocratique de population et des travailleurs, se construit le seul pouvoir capable de mettre un terme à celui de la bourgeoisie et de ses serviteurs, un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations.

Un tel Etat permettrait à la population de contrôler l'usage des fonds publics, de décider démocratiquement de leur utilisation, en fonction de ses besoins réels. Et il s'adresserait aux peuples d'Europe pour construire une solidarité des travailleurs contre la solidarité des rapaces.

Daniel Minvielle

Au sommaire